

Règlement intérieur de la Fédération SUD Energie

Article I : Composition du conseil national

Le CN est composé d'un(e) à trois représentant(e)-s- désigné(e)-s- nominativement par chaque syndicat ou section syndicale pour celles qui ne sont pas encore affiliées à un syndicat (appelé « structure » dans la suite du document).

Les membres de l'exécutif national (BN) sont membres de droit du conseil national.

Syndicats et sections syndicales :

Les syndicats regroupent des sections syndicales en fonction de critères de leur choix (géographique, fonction. Ils sont des entités juridiques : ils ont la possibilité d'ouvrir des comptes, d'ester en justice. Ce sont l'instance décisionnaire sur leur périmètre pour les questions relatives à la vie de SUD Energie (représentation et vote en CN, tenue de trésorerie et décisions liées à la trésorerie, démarche juridique impliquant des dépenses).

Les sections syndicales ne sont pas des entités juridiques. Elles ont donc vocation à être rattachées à un syndicat, éventuellement au terme d'une période transitoire pendant laquelle elles pourront être directement rattachées à la Fédération. sont l'instance décisionnaire concernant les décisions liées à leur établissement : signature d'accords d'établissement, animation de l'activité syndicale de l'établissement, etc.

Article II : Votes du conseil national

SUD Energie recherche systématiquement le consensus. En cas d'échec, il peut être procédé à un vote sur un point à l'ordre du jour. Par ailleurs, sur demande d'au moins 10 adhérents, il peut également être procédé à un vote sur une question particulière.

Quand il y a vote, les décisions sont prises à la majorité simple du CN en l'absence de veto de membres du CN représentant au moins 20% des structures et 20% des adhérents.

Cependant, le groupe d'adhérents à l'origine d'un vote peut demander un vote direct de l'ensemble des adhérents. Le vote est adopté à la majorité simple, à condition qu'un quorum de 40% soit respecté et en l'absence de veto 20% des structures et 20% des adhérents. Le veto d'une section ne peut être utilisé qu'après débat collectif en son sein.

Procédure de vote du CN :

Lors des votes du conseil national, chaque structure dispose d'une voix par dizaine d'adhérents. On entend par adhérent un membre de SUD Energie à jour de ses cotisations.

Une structure comptant 2 à 10 adhérents : 1 voix

Une structure comptant 11 à 20 adhérents : 2 voix

Une structure comptant 21 à 30 adhérents : 3 voix

Une structure comptant de 31 à 40 adhérents : 4 voix

Et ainsi de suite ...

Les votes des représentants au CN doivent refléter l'avis de leur structure dans sa diversité (ex : si 1/3 de la section souhaite un vote positif sur une motion et 2/3 un vote négatif, le représentant disposant de 3 voix en donnera 1 pour et 2 contre).

Compte-tenu de l'absence de temps de détachement de certaines sections, et pour permettre une participation la plus large possible, les votes par correspondance sont acceptés.

Les votes sont nominatifs, à l'exception de l'élection du BN qui se fait à bulletin secret.

Article III : Fonctionnement du conseil syndical national

Le CN se réunit au minimum trois fois par an. L'ordre du jour est établi par le BN sur proposition de ses membres, du CN et des sections syndicales, étant entendu que le CN reste maître de son ordre du jour

Article IV : L'exécutif national (BN)

Le BN est composé de cinq membres minimum. Il est élu par le CN, selon des modalités précisées dans l'article II du présent règlement intérieur.

Les candidat(e)s au BN doivent avoir l'aval de leur section ou syndicat.

Le BN se réunit au moins une fois par mois, soit physiquement, soit à l'aide des nouvelles technologies de l'information (vidéoconférence par exemple).

Election du BN :

Le BN est élu par le CN à la majorité des deux tiers (66% des voix, le nombre de voix par représentants au CN étant défini à l'article II).

A tout moment, dès que des membres du CN représentant au moins 20% des structures et 20% des adhérents demandent une réélection du bureau national, celle-ci est de droit.

A chaque Congrès, le CN se réunit pour réélire le BN.

Article V : Règles de démocratie interne

a) Signature des accords nationaux

Le CN décide de la signature des accords collectifs nationaux.

En l'absence de consensus, il est procédé à un vote selon les règles fixées à l'Art II du présent règlement.

b) Signature des accords d'établissement

Les sections syndicales détiennent le pouvoir de signer les accords correspondant à leur périmètre. Les Délégués Syndicaux consulteront leurs adhérents avant toute signature. Lorsque ces accords locaux sont sensibles et peuvent avoir des conséquences pour les autres sections, elles devront consulter le CN au préalable, tout en gardant la décision finale.

c) Constitution de liste commune

Si une section syndicale veut ou est sollicitée pour la constitution d'une liste commune en vue d'élections locales, le CN doit être consulté au préalable.

D) Prises de position de la Fédération :

Les prises de position de la Fédération sur des sujets sensibles se feront après consultation du CN, et en l'absence de veto de membres du CN représentant au moins 20% des structures et 20% des adhérents.

Article VI : Désignation et mandatement des délégué(e)s syndicaux-ales et des représentant(e)s syndicaux-ales de section

Le BN procède à la désignation des représentant(e)s de section syndicale (RSS) ou des délégué(e)s syndicaux-ales d'entreprise et d'établissement, conformément à la demande de la section ou des section(s) concernée(s). L'ensemble du BN doit être informé des mandatements effectués par l'un de ses membres.

Les mandatements des RSS et des DS, lorsqu'ils ne sont pas faits à la demande du titulaire du mandat, sont prononcés par le CN après accord de la section.

Dans les entreprises où des accords locaux ou des usages le permettent, le(la) délégué(e) syndical(e) central(e) peut désigner ou mandater lui-même les délégué(e)s et représentant(e)s syndicaux-ales locaux conformément à la demande de la section ou des section(s) concernée(s).

Article VII : Désaffiliation d'une section à la Fédération

Une section qui ne respecte pas les statuts ou les valeurs de SUD Energie ou de Solidaires peut être désaffiliée de la Fédération SUD Energie, à la demande de membres du CN représentant au moins 20% des structures et 20% des adhérents.

Dans ce cas, le point est inscrit à l'ordre du jour du CN, une information sur les faits qui lui sont reprochés est envoyée à la section mise en cause. Celle-ci peut être entendue soit au cours du CN, soit avant par une délégation d'au moins deux membres du CN, représentant deux structures différentes. Elle peut également présenter ses arguments par écrit. Lors du CN, il est procédé à un vote selon les modalités décrites à l'article II. La désaffiliation est prononcée en cas de vote à la majorité des 2/3 des voix exprimées du CN.

La désaffiliation d'une structure entraîne le mandatement de ses membres.

Article VIII : Exclusion d'un adhérent

Pour les mêmes motifs, une section peut demander à son syndicat ou à la Fédération l'exclusion d'un adhérent. Une information sur les faits qui lui sont reprochés est envoyée à l'adhérent mis en cause. Celui-ci peut demander à être entendu soit par la Fédération, soit par le syndicat et/ou présenter ses arguments par écrit. Le syndicat ou la Fédération procéderont à un vote. Une majorité des 2/3 des suffrages exprimés est nécessaire pour que l'exclusion soit prononcée.

Article IX : Trésorerie des structures et de la Fédération

Les syndicats font remonter au trésorier national 25% des cotisations de leurs adhérents.

Les sections directement affiliées à la fédération (situation transitoire) font remonter au trésorier national l'intégralité des cotisations.

Les structures déclarent au CN le montant des subventions patronales ou autres dans le cadre d'un compte-rendu financier annuel et de la présentation d'un budget prévisionnel.

Les subventions éventuelles de la Fédération aux structures sont votées par le CN en fonction de ces éléments et des besoins exprimés et argumentés.

En janvier, chaque structure remonte au trésorier fédéral, à sa demande, l'état nominatif des adhérent(e)s complété du montant de leurs cotisations..

Chaque année, le BN arrête, remet et présente les comptes au CN.
Ils doivent être approuvés par le CN après présentation du rapport du trésorier validé par la commission de contrôle financier,

Tous les ans, lors de l'approbation des comptes, le CN vote un budget.

Le CN, sur proposition de structures de la Fédération, peut décider de l'attribution d'aides sociales, financières, matérielles ou juridiques. Elles peuvent être versées ou fournies à des adhérent(e)s, des salarié(e)s en lutte ou des associations et syndicats.

Article X : Affectation du droit syndical national

La répartition des heures nationales, de même que la désignation des représentant(e)s syndicaux-ales nationaux-ales, sont du ressort du CN, pour l'année considérée.

Article XI : phase transitoire d'intégration des nouvelles structures

Pendant la première année, les nouvelles structures auront un statut d'observateur : elles pourront participer au CN mais sans droit de vote, et leurs représentants ne pourront postuler au BN pendant cette année d'observation.

Au terme de cette période, le CN procédera à un vote pour décider de l'affiliation ou non de la nouvelle structure à la Fédération.